

BILAN - Activité revendicative

Durant les 33 mois qui se sont écoulés depuis notre dernier congrès, un certain nombre d'évènements ont marqué cette période. De nombreuses luttes ont émergé dans les entreprises du privé, en particulier sur l'emploi, le pouvoir d'achat, les conditions de travail. Dans le même temps une accélération des attaques contre les services publics, avec des tentatives de privatisation, d'ouverture de capital et leurs répercussions sur le statut des salariés nous ont imposé des réactions à la hauteur.

Dans ce contexte général, nous avons continué à œuvrer pour un enracinement du travail unitaire entre les organisations syndicales de ce département, même si certains diront que celui-ci a

parfois été à géométrie variable.

Durant ce mandat, le refus par une majorité de salariés du Vaucluse de valider le traité constitutionnel européen et les débats qui ont accompagné ce vote au sein de notre organisation sont à pointer, tout comme les évènements dans les banlieues qui ont suivi en novembre 2005.

Enfin, nous avons vécu un conflit important grâce à une mobilisation intergénérationnelle, forte et unitaire, c'est la lutte victorieuse contre le CPE, avec pour la première fois dans l'histoire du mouvement social en Vaucluse une manifestation de plus de 30000 personnes dans les rues d'Avignon, dont 15000 sous les bannières CGT.

Luttes et Syndicalisme rassemblé

Déjà en 2003, les luttes contre le projet de Réforme remettant en cause les fondements même de la protection sociale (Réforme des retraites, Réforme de l'assurance maladie), pour la nécessité d'une véritable Europe sociale, contre la guerre en Irak, pour l'exigence de développement de l'emploi stable et bien rémunéré en Vaucluse ont permis le rassemblement de certaines organisations syndicales, mais aussi de partis politiques et d'associations.

Depuis notre dernier congrès en mars 2004, notre travail a permis de poursuivre la démarche engagée et la réussite de journées d'action contre la casse de l'assurance maladie comme le 5 juin 2004 avec dépôt en préfecture de la pétition "la Sécu c'est Vital", dans les professions avec le "printemps de l'énergie" qui a vu les gaziers et électriciens avec leurs organisations syndicales et les usagers mener un combat très médiatique de près de sept mois contre l'ouverture du capital et la privatisation d'EDF et Gaz de France, la lutte des cheminots contre la libéralisation du FRET, celle des postiers contre la "régulation des activités postales" ou les salariés de France Télécom contre la suppression de 5000 emplois annoncée en CCE.

500 vauclusiens se sont également déplacés à Marseille le 18 novembre 2004 afin de participer à la manifestation unitaire initiée par le Comité Général CGT "PACA veut vivre" (18000 manifestants).

La défense des services publics a aussi rassemblé 5000 manifestants le 20 janvier 2005 dans les rues d'Avignon dont 1800 CGT, 200 vauclusiens se sont aussi déplacés pour soutenir les salariés de la SNCM et 50 à Paris pour l'emploi industriel.

Des thèmes plus larges (emploi industriel, salaires, garanties collectives, jour férié supprimé, pensions, 35 heures) ont également permis l'organisation de manifestations unitaires les 5 février, 10 mars, 21 avril, et 4 octobre 2005.

La manifestation européenne du 14 février 2005 à Strasbourg contre la directive Bolkestein appuyée par le vote NON au traité constitutionnel, les mobilisations pour une véritable Europe sociale le 4 avril 2004, le 19 mars 2005 à Bruxelles, la marche mondiale des femmes en mai 2005 ont permis un recul des idées ultra-libérales au niveau international et ont renforcé l'idée et le besoin d'une nouvelle internationale syndicale.



Puis sont survenus les événements dans les banlieues françaises, les quartiers d'Avignon en novembre 2005 et la magnifique lutte de plus de deux mois des organisations syndicales lycéennes et d'étudiants UNL, UNEF, Sud étudiants et coordination étudiante), aux côtés de celles des salariés qui a permis le retrait du Contrat Première Embauche (CPE) au début du mois d'avril 2006.

Il est aussi important de retenir que ce travail se poursuit entre les organisations syndicales et politiques de jeunes contre la précarité, comme celui entre les quatre organisations syndicales de salariés (CGT, CFDT, FSU, UNSA) qui, après six mois de travail en commun ont organisé les assises départementales des services publics.

Précarité - Chômage

Comme l'indiquent les données citées dans la partie précédente de ce document, on peut penser que notre département est sous le risque d'une dangereuse fracture sociale due en grande partie à la précarité de l'emploi, mais également à celle du logement. Ce qui fait dire par exemple à un jeune: « ici je viens de faire mon apprentissage, mais je ne pourrai pas rester, jamais je ne pourrai acheter ! ». 80 % d'augmentation sur l'immobilier en 10 ans, il manque plus de 6000 logements sur le Vaucluse.

Dans notre département, 73% des contrats d'embauche sont de type précaire. Le chômage augmente, même si seulement 45% des privés d'emploi vauclusiens perçoivent une indemnisation, il devient supérieur à la moyenne nationale.

Pour la première fois depuis 20 ans, on atteint les 140000 contrats de mission d'intérim par an.

Le pouvoir d'achat des salariés est en baisse et les prix des produits de consommation sont en hausse. Dans le même temps la grande majorité des salariés souffre de la modération salariale et nous connaissons une augmentation de 8% de travailleurs pauvres sur ces 3 dernières années (seulement 45 % des foyers sont imposables). Un vauclusien sur 5 est en dessous ou au niveau du seuil de pauvreté (700 euros).

Les salariés, en particulier les 18-29 ans n'ont quasiment plus les moyens de s'installer, la ghettoïsation s'accroît et ne fait qu'exacerber les attitudes individualistes, les replis sur soi. Le lien social qui se défait ne peut que toucher les plus fragiles, ceux que l'on appelle pudiquement les "sans".

La culture n'est pas exsangue de ce problème. Les intermittents du spectacle mènent une lutte acharnée depuis 2003 pour abroger les dispositions modifiant les annexes 8 et 10. Dans le Vaucluse 10 manifestations ou rassemblements se sont tenus. Malgré les promesses officielles du ministre de la culture, le protocole de 2003 est maintenu et même considérablement aggravé. Les annexes de la convention UNEDIC auraient dû être discutées, éventuellement renégociées avant le 1er janvier 2006, il n'en est rien. Cet été encore, lors du festival d'Avignon, une manifestation a été organisée à l'appel de la Fédération CGT du Spectacle et de l'UD CGT de Vaucluse.

Grâce à la mobilisation des chômeurs au travers de leurs collectifs et de notre organisation syndicale, la riposte est organisée. La victoire des « Recalculés » dans les Bouches-du-Rhône et ailleurs, a fait souffler un vent d'espoir dans notre département, et a permis aux privés d'emplois lésés de retrouver leur dignité. Ce ne sont pas moins de 80 dossiers qui ont été constitués en Vaucluse et déposés au tribunal.

Dans le même temps, Sarkozy vise à instaurer une concurrence encore plus vive entre salariés, réaffirme sa volonté d'une immigration choisie, mène la chasse aux sans papiers et à leurs enfants.



Gouvernement et patronat ont toutes les raisons de s'interroger sur leurs propres responsabilités dans cette crise et doivent répondre aux légitimes attentes des populations de ce département, car depuis notre dernier congrès ce sont plus de 60 manifestations ou rassemblements interprofessionnels réalisés pour exiger d'autres politiques susceptibles de répondre aux besoins des salariés vauclusiens et des populations.

Emploi Industriel - NAO

L'emploi industriel est un élément majeur de l'activité économique et du niveau d'emploi dans le département. C'est une priorité pour la CGT Vaucluse. Une cinquantaine de luttes a touché de près ou de loin à cette problématique souvent prise sous l'angle de l'emploi. En effet, sept seulement ont porté effectivement sur l'avenir industriel même des entreprises concernées, faisant de réelles propositions sur l'investissement, la recherche de différents process, la diversification des activités, comme à la SNPE ou à Malaucène Industrie. Néanmoins, tout comme pour les services publics, il est nécessaire d'amplifier la lutte au delà des professions touchées pour avancer sur cet enjeu pour le développement économique social.

Pour la défense de l'emploi et les droits des salariés, la CGT se veut aussi force de proposition ; ainsi la « journée d'étude pour l'emploi industriel » du 27 avril 2005 a permis d'aborder la question d'un développement industriel répondant aux besoins de la population et de son environnement, face aux externalisations, restructurations, délocalisations ou autres liquidations comme ANNUNCIATA, Rouxel, Le Clos d'Aguzon,....



Cet engagement fort des salariés pour l'investissement productif et la création d'emplois montre que la résignation n'est pas à l'ordre du jour et que la lutte et l'action façonnent notre avenir. En même temps, dans la recherche notre travail accompli avec le collectif « Sauvons La Recherche », a permis de développer plusieurs luttes unitaires. Les négociations annuelles obligatoires (NAO) ont engendré 80 conflits sur le département en 3 ans. Alors que certaines entreprises dégagent des profits faramineux, le salariat vauclusien doit faire face à l'augmentation des prix, notamment de l'immobilier et de l'énergie.



Dans les entreprises, les salariés avec la CGT, ont mené des actions marquantes sur les conditions de travail comme chez Noblemaître à Montoux, aux plâtrières de Mazan, au CHM avec la mise en place d'une pointeuse, à la SEPR, chez Reynald et Roquelaure à Camaret, chez Continentale Nutrition à St Saturnin Les Avignon, ou encore chez les pompiers ou dans le commerce aux Galeries Lafayette, à Intermarché au Thor et à Sorgues.



Dans les entreprises, les syndicats CGT ont obtenu par la lutte et les négociations des résultats des plus significatifs, comme chez Gerflor-Provence à Grillon ou chez Aldi-Marché à Cavaillon, après des luttes de plusieurs semaines, comme aux plâtres Lafarge à Mazan, chez Europlâtres à Carpentras, chez Packart à Valréas, chez Argel à Plan d'Orgon, à la SNPE et à la SEPR au Pontet, à la Samada à Cavaillon, à TFE-Geleurop, à Auchan le Pontet, mais aussi à la SNCF, aux PTT et dans la Fonction Publique.

En matière de salaire, jour de Pentecôte, primes, avancements, tickets restaurant, intéressement, des succès ont été obtenus, parfois dans l'unité. Le renforcement de la confiance dans la CGT doit permettre le maintien, voire l'accélération de cette dynamique dans le cadre de notre campagne salaires de fin 2006-début 2007.

Services Publics

Lors de notre dernier Congrès, nous soulignons une amélioration des convergences d'intérêts entre les salariés et usagers des services publics et une appropriation de ces questions plus significative, plus citoyenne. Il n'en demeure pas moins que la riposte aux attaques était jusque là plutôt "corporatiste". C'est pourquoi, les coups redoublent, (séparation par activité, annonce de la réforme hospitalière "hôpital 2007", volonté de privatisation d'EDF et Gaz de France, filialisation du FRET SNCF, restructuration aux impôts, suppression de missions dans les douanes, fermetures d'agences à la Banque de France ou France Télécom, regroupements de trésorerie, diminution d'amplitudes d'ouvertures de bureaux de Poste, loi dite de décentralisation avec transfert des missions de l'équipement et des ATOSS aux collectivités locales, fermetures de classes et suppressions de postes dans l'éducation nationale, etc.) notre commission exécutive décidait de la création d'un collectif services publics le 3 mars 2004.

Des actions remarquables et exemplaires sur le département ont porté la nécessité de défendre et améliorer le service public, en particulier en milieu rural. La défense du bureau de poste de Méthamis en est le plus brillant exemple. Une initiative portée et soutenue à la fois par les salariés de la poste et les usagers. Dans le même sens, à Pertuis, la lutte conduite depuis de nombreux mois par la CGT et le Comité de défense de l'hôpital a débouché sur une manifestation avec 700 participants le 22 novembre 2005, à travers la ville.



Une caravane des services publics a sillonné le département du 15 au 19 mars 2004 distribuant plus de 22000 quatre pages. Des débats publics ont été organisés à Robion en mars 2004, à Apt et Ville sur Auzon en avril 2005.

Le 20 janvier 2005, une manifestation unitaire rassemblait 5000 personnes issues des services publics mais également des usagers et des salariés du privé.

Le 28 septembre 2005, notre collectif contactait l'ensemble des organisations syndicales de ce département en vue d'organiser des assises des services publics. Le 4 octobre 2005, un stand services publics informait les participants à la manifestation unitaire. Le 6 octobre 2005, le collectif rencontrait la pré-

fecture et tenait une conférence de presse sur EDF 100% public. Le 1er février 2006, une délégation rencontrait Paul DURIEU, Maire de Camaret mais surtout Président de la conférence nationale des services publics en milieu rural. Le 30 mars 2006, nos organisations avec la CFDT, la FSU et l'UNSA organisaient les assises départementales des services publics qui rassemblaient plus de 200 personnes élus politiques, usagers, militants et syndiqués. Le 19 novembre 2005, une délégation participait à la manifestation de la convergence nationale de défense et de développement des services publics à Paris. Le 13 mai 2006, avait lieu l'initiative conjointe du comité d'entreprise de la SNCF et de la communauté des communes des Sorgues du Comtat pour la réouverture de la ligne SNCF Sorgues – Carpentras aux voyageurs, initiative précédée de quatre débats publics. Le 7 avril 2006, le collectif organisait une première réunion de coordination des trois syndicats concernés par la loi dite "relative aux libertés et responsabilités locales", la DDE, le SGPEN et le Conseil Général.

Après une réunion avec des associations d'usagers au mois d'octobre, notre travail se poursuit sur l'ensemble des sujets avec l'ambition de voir se réaliser au cours du premier trimestre 2007, une table ronde où nous souhaiterions voir participer, outre les organisations syndicales organisatrices, le Préfet, les Directeurs des établissements publics, le Président de l'association des Maires, le Conseil Général, les associations d'usagers.



Protection Sociale – Retraite

De nombreuses initiatives, en partie grâce au travail de notre collectif protection sociale, de notre USR, pour le maintien et l'amélioration de la protection sociale ont émaillé la période 2004-2006 : pétitions, colloques, journées d'étude, réunions militantes, travail de terrain... Cette présence pour une autre politique sur les recettes, la commémoration des 60 ans de la Sécurité Sociale, la campagne « la Sécu, c'est vital », ont permis la prise en compte, par le plus grand nombre, des intérêts des actifs, des retraités, des ayant-droits, à l'heure d'une décentralisation où se joue la répartition des recettes et des charges entre le sanitaire et le social.

La CGT Vaucluse s'est positionnée contre le nouveau schéma régional sanitaire (SROSS III) qui propose la fermeture ou la fusion public-privé des services de chirurgie de cinq hôpitaux du Vaucluse (Apt, Cavaillon, Orange, Pertuis et Valréas). La résistance opposée par la CGT et quelques fois les citoyens a empêché, à ce jour, le développement de ce plan.

Dans les entreprises, la santé au travail est de mieux en mieux prise en compte, comme le montrent les initiatives sur l'amiante (à la SNPE), la sécurité au travail ou la lutte contre le harcèlement.

Sur les retraites, le pouvoir d'achat des retraités est en chute libre (environ 20% en 20 ans). La réforme imposant l'augmentation du forfait hospitalier de 1 euro, le non-remboursement de centaines de médicaments, la hausse des cotisations mutualistes ont aggravé cette situation. Ce n'est pas la journée travaillée et payée de Pentecôte qui règlera la question de la prise en charge des personnes âgées.

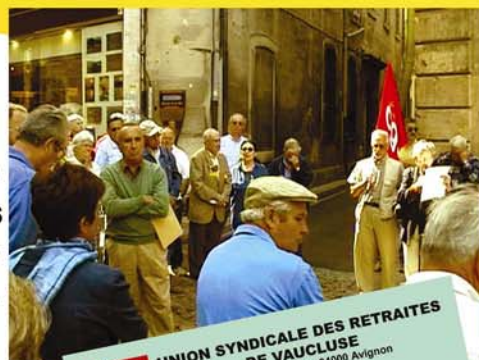
Avec son USR, l'union départementale a impulsé des journées d'action devant l'UPV pour agir sur les négociations ARRCO-AGIRC et pour le maintien du pouvoir d'achat, dans le cadre de la journée européenne des retraités. Prochainement, avec l'US Santé et les syndicats doivent voir le jour « les assises départementales de la prise en charge des personnes âgées en Vaucluse ».

Représentativité

Depuis notre dernier congrès un grand nombre d'élections a eu lieu dans les entreprises du département. Globalement la CGT progresse sensiblement, dans le public comme dans le privé (Geleurop, SEPR, DDE, Inra, Auchan, dans de nombreuses maisons de retraite, Liebig, Continentale Nutrition, etc...).

Autre moment fort, dans le monde agricole, le scrutin des représentants de la profession à la Mutualité Sociale Agricole (MSA). Ces élections se déroulaient par correspondance et la CGT Vaucluse a été en capacité de présenter un délégué par canton soit 24 au total. Les résultats montrent que la CGT en Vaucluse double son score avec 24% des voix. Au niveau national, la CGT enregistre une progression de 8%. Ces résultats confortent la CGT dans un secteur où traditionnellement elle est peu représentée.

Globalement, dans le département, la CGT se maintient ou se renforce dans ses bastions et augmente son influence dans les nouveaux secteurs. Sur 60 élections professionnelles recensées en 2 ans, 55 confirment cette tendance.



BILAN - Vie Syndicale

Notre 45^{ème} congrès, lançait la campagne en Vaucluse pour « le million d'adhérents », avec l'objectif d'atteindre les 9300 syndiqués en 3 ans. Nous prenions alors des décisions : créer un collectif vie syndicale afin de réinvestir les déserts syndicaux et se tourner plus facilement vers les précaires, les chômeurs, etc.

Les délégués soulignaient l'importance du

syndicat comme outil essentiel, mais aussi validaient la nécessité de mieux travailler les convergences public - privé, et de fonctionner en collectif sur des thèmes précis.

Ils souhaitaient la poursuite de nos efforts entamés en matière de formation, d'information. Analysons succinctement ce qui a pu être réalisé :

Déploiement

Si nos forces organisées poursuivent leur ascension ces 3 dernières années, tant en nombre de FNI que d'adhésions mais aussi de rentrées de cotisations à l'UD, nous sommes encore loin des 9300 adhérents.

**6525 adhérents en 2004, 6878 en 2005
et près de 7000 à l'ouverture du 46^{ème} congrès.**

Des efforts restent à accomplir pour créer des bases nouvelles. D'ailleurs, le nombre de bases créés est paradoxalement inversement proportionnel à notre renforcement : 32 en 2003, 23 en 2004, 22 en 2005 et seulement 6 en 2006 au 1^{er} septembre.

Les 2 zones cible du Vaucluse, déclinées du Plan National de Syndicalisation : Avignon Courtine et Auchan Nord ont été difficiles à mettre en mouvement. Sur Courtine le fonctionnement semble rodé et avance peu à peu (déploiement tous les premiers mardi du mois et permanence tous les jeudis au local PTT * du centre de tri). Sur Auchan-Nord les choses sont plus difficiles malgré une attitude volontariste de la direction de l'UD qui a organisé des initiatives de renforcement et une caravane sur les deux Auchan.



**Nous buttons sur le concept de déploiement à partir des syndicats.
Notre renforcement se réalise en partie grâce à nos collectifs professionnels,
la direction de l'UD et de nos UL**

Peu de nos syndicats approchent les salariés inorganisés des entreprises à proximité de la leur, pas plus que les salariés des entreprises sous-traitantes ou intervenant sur leur site. Il ne s'agit pas de porter quelconque reproche mais au contraire d'analyser sereinement et collectivement comment nous allons avancer sur le renforcement, sur des syndicats de site professionnels ou multi-professionnels, de zone.

La Vie de notre organisation :

Sur cette question, la charte de la vie syndicale en Vaucluse n'est pas encore la boussole escomptée, le repère essentiel qui pourrait permettre à nos syndicats d'améliorer leur qualité de vie syndicale. Elle est même parfois méconnue par nos syndicats ou quelquefois appliquée sur certains points au gré du fonctionnement et des besoins urgents sans véritable cohérence.

Malgré tout, depuis le dernier congrès nous avons développé le nombre de formations syndicales.

Chaque année, de plus en plus de Niveau I se tiennent dans les UL, le cursus complet de Niveau II peut être entièrement réalisé. De nouveaux besoins se sont fait jour, en 2005-2006 des stages COGITIEL et formation des formateurs ont fait leur apparition, avec succès, apportant ainsi une aide substantielle à la vie syndicale des syndicats et UL. Dans le même temps, un nouveau vivier de camarades s'investit dans le champ de la formation, comme intervenants et directeurs de stages.

Le nombre de formations d'accueil en direction des nouveaux syndiqués, réalisées dans les syndicats, mais aussi au niveau de l'UD, s'est développé.

A cela s'est rajouté une quantité importante de journées d'étude et de débats publics sur des thèmes variés répondant à divers besoins : décentralisation, enjeux européens, retraite, financement de la Sécu, RTT, formation professionnelle, santé au travail, renforcement UGICT, organiser une formation, le service public, la recherche, le festival...

Concernant les réunions et diverses rencontres avec nos adhérents, des difficultés persistent.

- Sur ces trois dernières années seulement 5 de nos UL ont tenu un congrès, ainsi que l'USR et l'USD Santé, mais aussi les syndicats PTT, Cheminots, Energies, CH Avignon et Montfavet, SEPR, SGPEN, ...
- Cette même volonté de faire partager le débat et rencontrer le plus grand nombre de syndiqués afin de prendre ensemble les déci-

sions, se retrouve à chaque rentrée (début d'année et septembre). De plus, nous avons tenu plusieurs AG de l'UD, en période de conflits interprofessionnels (Retraite, Sécu, CPE, etc.), accompagnées quelques fois de conférences téléphonées.

- Chaque semestre, une réunion des UL se tient à l'UD (4 en 2 ans et demi).
- Le Secrétariat de l'UD, par le biais de référents et d'un suivi des UL et des plus gros syndicats, participe aux CE et diverses initiatives réalisées, (AG, réunion d'élus, de syndiqués).
- Un nombre croissant de camarades participe aux collectifs de l'UD au travers de collectifs professionnels (construction, agroalimentaire, Filpac...) et de travail (services publics, culture, protection sociale).
- Le collectif Conquête a pris un bon essor lors du lancement de la campagne PNS sur les 2 cibles, mais doit évoluer. L'activité des collectifs spécifiques est en difficulté (UGICT, Jeunes, Femmes-discriminations,...) des décisions devront être prises pour les développer, les relancer.

Enfin, le dernier congrès faisait apparaître des besoins importants en matière de communication, nous y avons répondu par le développement de la diffusion de la semaine départementale, l'achat d'un véhicule permettant de tenir des campagnes à thème, la création d'un site Internet

(www.cgt84.com), qui semblent fort appréciés des camarades qui les utilisent. A cet égard, il convient de nous faire remonter les informations afin d'enrichir et optimiser le site Internet, qui ne doit pas être une simple vitrine de notre activité, mais un outil au service de toute notre interprofession.

La Formation Syndicale CGT

FORMATION SYNDICALE GENERALE DE 1^{ER} NIVEAU

DOSSIER TECHNIQUE POUR LES INTERVENANTS ET LES ANIMATEURS DE STAGES

